



PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES BILAN 2022

01



AGIR POUR L'ÉGALITÉ DES CHANCES DÈS LES PREMIERS PAS ET CONFORTER LES DROITS FONDAMENTAUX DES ENFANTS

<p>46 000 places de crèches, près de 9 000 places de crèches avec le bonus « mixité » ou « territoire » en 2021</p>	<p>33 crèches à vocation d'insertion professionnelle (AVIP) en 2021</p>	<p>38 projets de formation des professionnels de la petite enfance soutenus en 2022</p>	<p>10 projets pour soutenir les 1000 premiers jours de l'enfant</p>
<p>327 centres sociaux (dont 128 en quartiers prioritaires de la ville)</p>	<p>500 000 repas servis avec le soutien de l'Etat pour le dispositif « Cantine à 1€ » dans 180 communes rurales</p>	<p>487 000 petits déjeuners servis gratuitement à l'école</p>	<p>100% des classes de maternelles et primaires en zone prioritaire dédoublées</p>
<p>1 collégien sur 3 bénéficie du programme « Devoirs faits »</p>		<p>18 cités éducatives labellisées</p>	

SEPT.
23



Conférence régionale « **Prévenir les inégalités dès la petite enfance : Agir et innover en Auvergne-Rhône-Alpes** » à la Préfecture de Lyon, en partenariat avec la CAF du Rhône, Labo Cités et l'URIOPSS

POUR ALLER PLUS LOIN:
[Lien vers le Livret synthétique de la conférence](#)

Un **plan régional** pour mettre en œuvre l'obligation de formation des 16-18 ans, **1300** jeunes accompagnés par la Promo 16-18, **une cartographie en ligne des solutions**, **31** vidéos de témoignages des jeunes, **1** web-série, un fort déploiement sur les réseaux sociaux



5 sites TAPAJ (Travail Alternatif Payé À la Journée) de destination de jeunes avec des addictions (Annemasse, St Etienne, Lyon, Bourg-en-Bresse, Clermont Ferrand) et **une journée régionale** en présence de jeunes tapajeurs

JUIL.
5

02



GARANTIR UN PARCOURS DE FORMATION POUR LES JEUNES. LES AIDER À CONSTRUIRE LEUR AVENIR

<p>17 M€ de soutien de l'Etat pour l'action des conseils départementaux en matière de protection de l'enfance et de prévention des sorties sèches de l'aide sociale à l'enfance</p>	<p>31 Points Accueil Écoute Jeunes (PAEJ)</p>
<p>26 420 jeunes entrés en PACEA, 2 023 en garantie jeunes, 28 000 jeunes en Contrat d'Engagement Jeunes depuis mars 22</p>	<p>6 dotations d'actions territoriales pour mobiliser les entreprises contre la pauvreté des jeunes</p>
<p>15 consortiums pour le repérage et l'accompagnement des « jeunes en rupture » complétant le CEJ pour ne laisser aucun jeune de côté</p>	<p>19 000 jeunes de 16-18 ans accompagnés par les missions locales et l'Education nationale dans le cadre de l'obligation de formation</p>

03



MIEUX ACCOMPAGNER

VERS L'ACTIVITÉ POUR SORTIR DE LA PAUVRETÉ

SERVICE PUBLIC DE L'INSERTION ET DE L'EMPLOI



Déploiement du SPIE en région Auvergne-Rhône-Alpes : un lab pour une meilleure appropriation de la démarche et des échanges de pratiques entre territoires de la région

03 OCT. 18



Conférence régionale « **La mobilité solidaire et durable pour l'accès à l'emploi** » co-organisée avec le réseau Mob'In et le laboratoire de la mobilité inclusive

POUR ALLER PLUS LOIN:
Lien vers la vidéo "Journée régionale et forum des acteurs"

14M€ dans le cadre de la contractualisation avec les collectivités pour orienter plus rapidement et renforcer l'offre d'insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires du RSA

Pacte ambition de l'IAE
137M€ au bénéfice des parcours d'insertion pour ainsi ouvrir **10 638 postes**

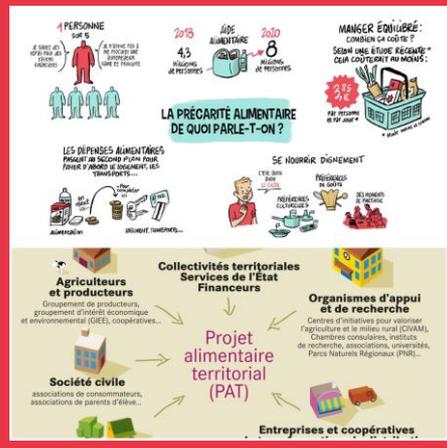
18 sites accompagnés par la démarche SEVE Emploi pour permettre l'accès à un emploi durable des salariés de l'IAE

9 conseils départementaux et la métropole de Lyon engagés pour déployer le **service public de l'insertion et de l'emploi (SPIE)**

3M€ supplémentaires pour investir sur la **mobilité solidaire** pour l'insertion et l'accès à l'emploi

11 territoires habilités territoires zéro chômeurs de longue durée,
50 entreprises à but d'emploi et **1400 CDI**

Un déploiement de démarches innovantes d'accompagnement des plus fragiles vers et dans l'emploi :
« **Convergence** » à Lyon,
4 sites « Premières heures »
5 sites « Step's »



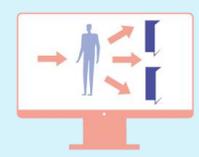
SEPT. 15

Conférence régionale « **Agir à l'échelle territoriale pour lutter contre la précarité alimentaire et favoriser l'accès de tous à une alimentation de qualité** » à Saint-Chamond organisée avec Cap Rural



Visite sur le territoire zéro non recours de Vénissieux

POUR ALLER PLUS LOIN:
Lien vers le retour du séminaire du 15 septembre 2022



04

RENFORCER L'ACCÈS AUX DROITS ET RENDRE LA VIE QUOTIDIENNE PLUS FACILE

54 Points Conseil Budget	422 conseillers numériques	800 K€ pour la domiciliation
2 démarches de territoires zéro non recours soutenus (Ardèche et Vénissieux)	3 M€ pour soutenir le fonctionnement de l'aide alimentaire	6 tiers lieux alimentaires

05



FAVORISER L'ACCÈS À L'HÉBERGEMENT ET AU LOGEMENT POUR LES PLUS DÉMUNIS

1 200

logements sociaux attribués à des ménages sans abri

1 900

logements sociaux attribués à des ménages sortant de l'hébergement généraliste (69 % de l'objectif)

4 839

places d'intermédiation locative créées depuis 2018

757

places de pensions de famille ont été ouvertes

4

sites du programme EMILE (Engagés pour la mobilité et l'insertion par le logement et l'emploi) dans la région (Cantal, Ain, Savoie, Allier)

DÉC.
12



4 sites d'habitat innovant de personnes en grande précarité ont été ouverts en Auvergne-Rhône-Alpes



« Accompagner et proposer un habitat aux personnes en très grande précarité »
journée d'échanges de pratiques co-organisée avec la DIHAL



06

LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS DE SANTÉ

690 000

bénéficiaires de la complémentaire santé solidaire

Places médico-sociales :

68

lits d'accueil médicalisés (LAM) soit + 240% par rapport à

2019, **186** lits halte soin santé (LHSS) soit +55% par rapport à

2019, **372** places dans des appartements de coordination thérapeutique (ACT) soit +62% par rapport à 2019

4

sites "Un chez-soi d'abord" avec 310 logements (Lyon, Grenoble, St Etienne, Clermont Ferrand) qui permettent aux personnes sans abri qui souffrent de troubles psychiques et cumulent de grandes difficultés d'accéder directement à un logement ordinaire

300 K€

pour précarité menstruelle

5

sites de déploiement des "ambassadeurs santé mentale" (Rhône, Puy-de-Dôme, Loire, Isère, Drôme) : projet d'innovation sociale s'adressant à des jeunes vulnérables avec une approche de médiation en santé, le « pair à pair » conjuguée à l'aller vers

20

nouveaux postes de psychologues pour prendre en charge les publics résidant en CHRS ou CHU

10

nouvelles équipes mobiles santé précarité mises en place

5 structures soutenues dans le cadre de l'expérimentation des centres ou maisons de santé pluriprofessionnelles dans une démarche dite « participative » afin d'inciter les habitants des quartiers à être davantage acteur de leur propre santé (Village 2 santé à Echirolles, Pôle interprofessionnel de St Martin d'Hères, Pôle interprofessionnel de Chambéry, Santé Commune à Vaulx en Velin et Diaconat Protestant à Valence)

UNE DEMARCHE PARTENARIALE

ÉVALUÉE ET CENTRÉE SUR LES TERRITOIRES

DÉC. 15



Séminaire régional « **Pauvreté et précarité en rural** » à Sainte-Colombe : présentation des fruits de l'un des groupes de travail régionaux associant de nombreux partenaires

POUR ALLER PLUS LOIN :
[Lien vers la synthèse du Séminaire Pauvreté et précarité en rural](#)

30 M€ de l'Etat dédiés à la contractualisation avec les 12 conseils départementaux et les 4 métropoles dans le cadre de la stratégie pauvreté et la protection de l'enfance

12 000 personnes ont bénéficié de l'accompagnement global porté par Pôle Emploi et les Conseils Départementaux

4 EPCI soutenues pour des diagnostics sur la précarité en rural

Près de **200 PROJETS** pour un budget exceptionnel de...

... **8 M€** dans le cadre de l'appel à projets « **Coopérer, mutualiser, structurer et innover** » et...

... **52 000 bénéficiaires directs de ces actions.** Ces projets participent tous à la démarche de mesure d'impact social lancée par le Commissariat

14%
ACCÈS À L'ALIMENTATION
22 projets
 Accès à une alimentation de qualité, amélioration de la chaîne d'approvisionnement, structuration et coordination, restauration solidaire, accompagnement...

5%
ACCÈS AU LOGEMENT
9 projets
 Lutte contre la précarité énergétique, logement d'abord, recherche sur l'accueil de personnes en grande précarité

2%
ACCÈS À LA SANTÉ
9 projets
 Lieux d'écoute, accompagnement, médiation, outillage de professionnels (formation santé mentale, accès aux droits santé...)

12%
MOBILITÉ À DES FINS D'INSERTION PROFESSIONNELLE
19 projets
 d'accompagnement à la mobilité pour 4720 bénéficiaires

6%
PARTICIPATION ET POUVOIR D'AGIR
11 projets
 autour de la participation (tiers lieux participatifs, formation de professionnels, travail pair...)

9%
ACCÈS AUX DROITS. ALLER VERS
14 projets
 Lutte contre le non recours, aller-vers sur des questions familiales (parentalité, violences conjugales, médiation familiale), lutte contre la fracture numérique, aller-vers les jeunes sur la santé mentale

17%
PETITE ENFANCE
10 projets
 sur les 1000 premiers jours de l'enfant, 9 projets de lieux d'écoute parentale (espace de parole, répit parental, maison des familles, écoute santé), 6 projets alliant insertion professionnelle et garde d'enfant, 38 projets de formation de 2300 professionnels de la petite enfance

18%
INSERTION DES JEUNES ET RÉUSSITE ÉDUCATIVE
27 projets
 pour 28000 jeunes vulnérables

17%
INSERTION SOCIO-PROFESSIONNELLE DES PUBLICS VULNÉRABLES
28 projets
 pour 2000 bénéficiaires d'actions d'accompagnement ou de remobilisation



“

Ce bilan 2022 est pour moi l'occasion de rappeler que la prévention et la lutte contre la pauvreté est au cœur de l'attention des services de l'Etat : faire face à l'urgence sociale, investir en faveur de la jeunesse dès le plus jeune âge, soutenir l'insertion sociale par l'emploi durable, lutter contre la précarité du logement avec le plan « Logement d'abord », répondre aux inégalités de santé. Je salue l'engagement de chacun des partenaires de cette stratégie, collectivités et associations. Avec cet esprit de coopération, continuons en 2023, dans le cadre du futur Pacte des Solidarités, de travailler pour améliorer les conditions de vie des plus fragiles et briser l'engrenage de la pauvreté.

Fabienne Buccio,
Préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes,
Préfète du Rhône



“

Engagée en 2018, la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté a mis au centre de son action le travail en profondeur sur les causes de la pauvreté. Ce bilan 2022 est l'occasion de faire un panorama non exhaustif des résultats et actions portées au plus près du terrain grâce à de nombreux partenaires œuvrant dans le champ de la solidarité, de l'urgence sociale, de la petite enfance, de l'éducation et de l'insertion. Ces actions se poursuivront dans le cadre du Pacte des Solidarités 2023-2027 autour de 4 priorités : la lutte contre les inégalités dès le plus jeune âge, la lutte contre la grande exclusion, l'organisation solidaire de la transition écologique et l'amplification de la politique d'accès au travail pour tous.

Cecilie Cristia-Leroy,
Commissaire à la lutte contre la pauvreté
en Auvergne-Rhône-Alpes



CONTACTS

Cecilie CRISTIA-LEROY

Commissaire à la lutte contre la pauvreté
auprès de la Préfète de région Auvergne-Rhône-Alpes
cecilie.cristia-leroy@auvergne-rhone-alpes.gouv.fr

Service COMMUNICATION

pref-communication@rhone.gouv.fr

Pour vous inscrire à la newsletter : yohan.thavel@dreets.gouv.fr



[@prefetrhone](https://twitter.com/prefetrhone)



Préfecture
Auvergne-Rhône-Alpes



[prefet_69](https://www.instagram.com/prefet_69)